Article de la Sénatrice Aeschlimann pour les Assises des préventions en santé

Marie-Do Aeschlimann, membre de la commission des affaires sociales du Sénat et co-rapporteuse d'une mission d'information sur la prévention en santé, a plaidé en faveur d'une politique préventive plus ambitieuse et mieux structurée. Elle a rappelé combien ce levier de santé publique restait sous-utilisé, malgré les bénéfices qu'il présente pour les patients comme pour le système de santé.

Trop souvent perçue comme une charge, la prévention est en réalité un investissement essentiel. Elle permet de réduire les tensions sur le système de soins, de préserver l'autonomie, d'améliorer la qualité de vie et de maîtriser les dépenses. Dans un contexte de forte tension budgétaire, elle constitue un levier indispensable pour bâtir un système de santé efficient et durable.

Développer la prévention est aussi un enjeu de justice sociale car les inégalités d'accès à la prévention reproduisent et accentuent les disparités d'accès aux soins. Pour y remédier, la sénatrice rappelle la nécessité d'« aller vers » les publics les plus éloignés du système de soins.

La mission d'information, qui devrait rendre son rapport à l'automne, a également révélé un déficit de transparence sur les dépenses consacrées à la prévention, les dernières données officielles datant de 2016.... « Or tant qu'on ne mesure pas clairement, on ne peut pas piloter ! », a-t-elle insisté.

Dans ce paysage insuffisamment structuré, la sénatrice a salué la richesse des initiatives locales, souvent sous-financées ou abandonnées, faute de pérennisation, alors qu'elles avaient démontré leur utilité. Elle est revenue sur certaines dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) comme les bilans de prévention généralisés, la délivrance gratuite de préservatifs pour les moins de 26 ans ou la vaccination contre le papillomavirus dans les collèges.

Elle a rappelé que les champs d'intervention de la prévention sont nombreux et complexes : addictions, nutrition, activité physique, vaccination, dépistage, maladies chroniques, santé périnatale, santé mentale, santé sexuelle, santé au travail, repérage de la perte d'autonomie, etc. Autant de domaines où la prévention peut faire la différence, à condition d'être mieux pilotée, financée et évaluée.

Parmi les projets en place, elle a cité les bons résultats du programme ICOPE en faveur du bien vieillir à domicile, cette expérimentation propose un parcours de prévention et de soins aux seniors : 87 % des bénéficiaires déclarent avoir mis en œuvre les conseils reçus, avec des effets positifs sur leur bien-être.

Ces résultats montrent l'impact d'une approche préventive organisée. Pour être pleinement efficace, la sénatrice affirme que la prévention doit s'ancrer dès le plus jeune âge. Elle a souligné le rôle essentiel de la médecine scolaire, trop souvent reléguée au second plan. Les infirmiers scolaires réalisent 18 millions de consultations annuelles. En première ligne, ils repèrent les fragilités et accompagnent les élèves dans leur parcours de santé. Pour renforcer leurs missions, elle a récemment fait adopter un amendement à la proposition de loi sur la profession d'infirmier visant à reconnaître la santé scolaire comme une spécialité à part entière.

En conclusion, Marie-Do Aeschlimann a appelé à un changement de modèle : **« La prévention est à la fois un impératif de justice sociale et une exigence économique. Promouvoir une culture de la**

prévention, c'est investir là où l'impact est maximal : sur la qualité de vie, la santé publique, et la soutenabilité de notre modèle social. »

Elle est attentive aux propositions qui seront formulées à l'occasion de ce colloque, en vue de la discussion de la prochaine loi de financement de la sécurité sociale.